

NATIONS UNIES

UNEP
UNEPA DOCUMENT
061 26 124



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2511^e

SÉANCE : 6 JANVIER 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2511)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :	
Lettre, en date du 1 ^{er} janvier 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16244)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2511^e SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 6 janvier 1984, à 11 heures.

Président : M. Javier CHAMORRO MORA
(Nicaragua).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2511)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :
Lettre, en date du 1^{er} janvier 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16244).

La séance est ouverte à 12 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :

Lettre, en date du 1^{er} janvier 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16244)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Conformément aux décisions prises lors des séances précédentes consacrées à cette question [2509^e et 2510^e séances], j'invite le représentant de l'Angola à prendre place à la table du Conseil. J'invite les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Ethiopie, du Mozambique, du Nigéria, de la République arabe syrienne, de la République-Unie de Tanzanie, du Togo, du Viet Nam, de la Yougoslavie et de la Zambie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. de Figueiredo (Angola) prend place à la table du Conseil; M. von Schirnding (Afrique du Sud), M. Sahnoun (Algérie), M. Seifu (Ethiopie), M. dos Santos (Mozambique),

M. Audu (Nigéria), M. El-Fattal (République arabe syrienne), M. Rupia (République-Unie de Tanzanie), M. Amega (Togo), M. Le Kim Chung (Viet Nam), M. Golob (Yougoslavie) et M. Lusaka (Zambie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : J'attire l'attention des membres du Conseil sur le document S/16247/Rev.1, qui contient le texte d'un projet de résolution révisé présenté par l'Angola, l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, le Mozambique, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

3. J'informe les membres du Conseil que Malte et le Pérou se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

4. Le premier orateur est le représentant de la Yougoslavie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

5. M. GOLOB (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais tout d'abord adresser les meilleurs vœux de ma délégation aux nouveaux membres — l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, le Pérou et la République socialiste soviétique d'Ukraine — et souhaiter à tous les membres du Conseil tout le succès possible dans l'accomplissement de leur tâche responsable, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales à une époque chargée de crises qui troublent profondément le monde.

6. Le Conseil s'est réuni 98 fois l'an dernier et un grand nombre de ces séances ont été consacrées à l'agression et à l'occupation perpétrées par les forces armées sud-africaines dans la région de l'Afrique australe ainsi qu'à la mort et à la terreur qu'elles y ont semées. L'indépendance et la souveraineté des voisins de l'Afrique du Sud sont en jeu; l'armée de l'*apartheid* et de l'expansion coûte la vie à des milliers d'êtres humains.

7. Le Conseil commence une nouvelle année saisi d'une nouvelle plainte de l'Angola relative à la recrudescence des actes d'agression sud-africains contre l'Angola. Il y a pourtant à peine deux semaines, le Conseil a exigé, entre autres, que l'Afrique du Sud retire sans condition toutes ses forces d'occupation du territoire angolais [*résolution*

545 (1983)]. Malheureusement, l'Afrique du Sud ignore cette décision du Conseil.

8. La liste qui figurait en annexe à la lettre datée du 31 décembre 1983 adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Angola [S/16245] donne de nombreux exemples de la recrudescence des actes d'agression commis en territoire angolais par les forces armées racistes de Pretoria entre le 16 et 28 décembre. Le Gouvernement yougoslave a publié, le 30 décembre dernier, la déclaration suivante au sujet de ces événements :

“Le Gouvernement yougoslave condamne très fermement l'agression flagrante commise par le régime raciste d'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola indépendante et non alignée. La dernière attaque commise contre l'Angola et l'occupation continue par l'Afrique du Sud de parties du sud de l'Angola sont un exemple des tentatives persistantes faites par l'Afrique du Sud pour retarder la décolonisation inévitable de la Namibie, en violant de façon flagrante les normes du droit international. Les attaques armées répétées montrent que le régime raciste d'Afrique du Sud continue son escalade militaire massive qui vise à déstabiliser la région, ce qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité, non seulement dans la région mais dans le monde entier.

“Une fois de plus, la Yougoslavie attire l'attention sur la grave situation qui règne dans cette partie de l'Afrique de même que sur la situation dans laquelle se trouve l'Angola en tant que victime de la politique agressive de l'Afrique du Sud. La Yougoslavie exprime son plein appui au peuple angolais et sa solidarité avec lui alors qu'il défend son indépendance et sa souveraineté nationales de même que sa solidarité avec d'autres pays et mouvements menacés par le régime raciste sud-africain. En exprimant sa profonde préoccupation, le Gouvernement yougoslave, en cette occasion également, tient à souligner la nécessité de prendre des mesures concrètes visant à mettre un frein à la politique agressive du régime sud-africain et de trouver immédiatement une solution au problème de Namibie, conformément aux résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité africaine et du Mouvement des pays non alignés.”

9. La solution au problème de l'Afrique australe ne peut dépendre à jamais des manœuvres politiques et des tactiques dilatoires de l'Afrique du Sud; elle ne peut non plus dépendre des prétendues propositions faites par ce pays, propositions qui visent à retarder cette solution.

10. Le Président de l'Angola a fait part au Secrétaire général [*ibid.*] d'une proposition raisonnable et sérieuse de l'Angola sur la façon de trouver une solution rapide, pacifique et durable. Cette fois encore, la victime fait une

proposition constructive fondée sur la raison et la dignité et, en tant que telle, cette proposition mérite que tous les intéressés l'examinent soigneusement.

11. Nous avons exigé à maintes reprises que le Conseil impose le retrait immédiat et sans condition de toutes les forces militaires racistes du territoire angolais et de tous les territoires étrangers. L'exigence d'un retrait immédiat et sans condition de l'Afrique du Sud n'est pas et ne doit pas rester lettre morte. L'agresseur occupant doit se retirer si nous, Etats indépendants et souverains, ne voulons pas être entraînés dans une discussion sans fin sur ce qu'il faut faire pour que l'agresseur soit satisfait et accepte de se retirer. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale sont les éléments les plus fondamentaux de l'ordre mondial d'après les principes de la Charte des Nations Unies. Les faire dépendre de la volonté du plus fort et du mieux armé ne fait que permettre à l'agresseur de répéter sans discrimination son recours à la force.

12. La Charte Unies contient des principes qui doivent être respectés par tous les Etats Membres; elle contient également les mesures de coercition à utiliser dans les cas extrêmes de violation des normes les plus élémentaires de conduite internationale, ce que représentent sans aucun doute les actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre l'Angola et contre ses voisins.

13. Nous espérons que le Conseil adoptera des mesures énergiques et urgentes et agira à l'unanimité devant la grave situation qui règne dans cette région et qu'il s'acquittera de ses responsabilités en prenant une décision efficace que l'Afrique du Sud devra appliquer sans aucun retard.

14. M. LOUET (France) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser les félicitations de ma délégation à l'occasion de votre accession à la présidence.

15. Je voudrais également féliciter les représentants des cinq nouveaux membres du Conseil : l'Egypte, l'Inde, le Pérou, la République socialiste soviétique d'Ukraine et la Haute-Volta.

16. J'aimerais aussi que vous transmettiez les remerciements de ma délégation à M. van der Stoep, président pendant le mois de décembre, pour la manière remarquable dont il a exercé sa présidence, ainsi qu'aux collègues qui nous ont quittés et qui ont très activement contribué aux travaux du Conseil pendant ces deux dernières années, les représentants du Guyana, de la Jordanie, de la Pologne, du Togo et du Zaïre.

17. Pour la deuxième fois en deux semaines, le Conseil est réuni pour examiner une plainte de l'Angola contre

l'Afrique du Sud. A lui seul, ce fait témoigne de l'aggravation de la situation dans la région.

18. L'opération lancée par les forces armées sud-africaines dans le sud de l'Angola est d'une gravité exceptionnelle par son ampleur, par sa durée et par la profondeur des incursions. Les faits présentés par le représentant de l'Angola sont indéniables et, d'ailleurs, le représentant de l'Afrique du Sud les a lui-même reconnus à cette table [2509^e séance].

19. Mon gouvernement condamne de la façon la plus ferme cette invasion non provoquée, que rien ne saurait justifier. Il demande le retrait dans les meilleurs délais de toutes les troupes d'Afrique du Sud et le respect par ce pays de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Angola.

20. Les arguments avancés par Pretoria selon lesquels ces attaques constitueraient un acte de légitime défense contre les combattants de la South West Africa People's Organization (SWAPO) ne sont pas acceptables. Le territoire de la République sud-africaine n'est nullement menacé et rien n'autorise Pretoria à mener des opérations de guerre en Angola au nom des habitants de la Namibie.

21. La cause directe de l'escalade des opérations militaires est le maintien sans fondement en Namibie de la présence sud-africaine et le refus du gouvernement de Pretoria d'accepter l'application de la résolution 435 (1978) sans condition ni préalable. Ma délégation avait, il y a 15 jours [2506^e séance] vivement déploré que le Ministre des affaires étrangères et de l'information de l'Afrique du Sud eût, dans la lettre qu'il avait adressée au Secrétaire général le 15 décembre [S/16219, annexe I], réitéré la position de son pays concernant le "couplage" entre la mise en œuvre du plan de règlement des Nations Unies pour la Namibie et une question qui relève de la souveraineté exclusive de l'Angola.

22. Ma délégation n'en avait pas moins estimé que cette lettre méritait un examen approfondi. Elle ne pouvait donc qu'approuver l'action positive que le Secrétaire général avait aussitôt engagée. Elle déplore que l'opération lancée par les forces armées sud-africaines dans le sud de l'Angola ait contredit de façon si évidente les intentions manifestées la lettre susmentionnée, mais elle se félicite que le président dos Santos, surmontant la réaction que cette agression aurait pu légitimement susciter, ait à son tour adressé au Secrétaire général une lettre, en date du 31 décembre [S/16245], qui, de l'avis de ma délégation, contient une offre susceptible de renverser le cours de l'escalade et de conduire sur le chemin de la paix.

23. La France apporte son plein appui à la proposition de l'Angola. Elle demande à l'Afrique du Sud de ne pas laisser passer une chance de progrès, peut-être décisif,

vers un règlement pacifique en Afrique australe. Pour permettre que s'enclenche maintenant cet engrenage de la paix que j'évoquais il y a deux semaines, Pretoria doit d'abord mettre fin sans délai à une opération militaire que, je le répète, la France condamne fermement.

24. M. van der Stoep (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi de commencer par vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier. Votre expérience nous sera sans aucun doute d'une grande utilité lors de nos travaux.

25. Je m'associe aux membres du Conseil qui ont souhaité la bienvenue aux nouveaux membres — l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, le Pérou et la République socialiste soviétique d'Ukraine. J'exprime l'espoir que, pendant la période où ils participeront à nos travaux, le Conseil sera à même de réaliser des progrès notables vers l'objectif consistant à assurer la paix et la sécurité internationales dans toutes les régions du monde.

26. Enfin, ma délégation exprime toute sa reconnaissance aux Etats qui viennent de perdre leur qualité de membre pour la contribution qu'ils ont apportée aux travaux du Conseil.

27. Une fois encore, nous voici réunis pour discuter de l'agression sud-africaine contre l'Angola et de la persistance de l'occupation de certaines régions de ce pays par les forces sud-africaines. En neuf ans d'indépendance, l'Angola a été la victime d'actes d'agression de plus en plus violents et a subi toutes les souffrances humaines et les bouleversements économiques qui en découlent. La violation flagrante de la Charte des Nations Unies par l'Afrique du Sud a été condamnée aux termes de nombreuses résolutions du Conseil, mais la voix de la raison de même que la condamnation internationale ont été jusqu'ici ignorées. Les actes d'agression les plus récents contre l'Angola qui ont été perpétrés pendant et immédiatement après le débat du Conseil et l'adoption de la résolution 545 (1983) indiquent bien une fois encore que l'Afrique du Sud refuse obstinément d'appliquer les décisions du Conseil.

28. Mon gouvernement condamne énergiquement les actes militaires les plus récents de l'Afrique du Sud contre l'Angola et déplore profondément les souffrances et les dommages qu'ils ont entraînés. Il n'y a aucune justification à l'utilisation par l'Afrique du Sud de la force militaire contre l'Angola. Comme je l'ai déjà déclaré lors du débat au Conseil sur cette question en décembre de l'année dernière [2508^e séance], la situation dangereuse qui existe actuellement en Afrique australe découle directement du fait que l'Afrique du Sud refuse obstinément de mettre fin à son occupation illégale de la Namibie et d'appliquer le plan de règlement des Nations Unies pour

la Namibie. La Namibie ne fait pas partie de la République sud-africaine et l'Afrique du Sud n'a donc aucune justification juridique valable de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Angola à partir du territoire namibien qu'elle persiste à occuper illégalement. Les actes perpétrés par l'Afrique du Sud ne feront que détériorer davantage encore la situation en matière de sécurité en Afrique australe et compliquer la recherche d'une solution aux problèmes de la région.

29. Il est difficile de ne pas aboutir à la conclusion que les actions militaires de l'Afrique du Sud tourment en dérision la proposition de dégagement des forces présentée par le Ministre des affaires étrangères et de l'information de ce pays dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général le 15 décembre 1983 [S/16219, annexe I]. Mon gouvernement espère que la trêve proposée par le Président de l'Angola dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général le 31 décembre [S/16245] aura plus de succès. J'exprime à nouveau l'espoir que le Gouvernement sud-africain se montrera enfin prêt à promouvoir les règlements politiques sans lesquels il n'y aura ni paix ni prospérité durables pour ce pays et ses voisins.

30. Etant donné la gravité de l'agression sud-africaine contre l'Angola, les Pays-Bas voteront pour le projet de résolution révisé dont le Conseil est saisi. Cela ne veut cependant pas dire que mon gouvernement envisage d'adopter des mesures pour appliquer les dispositions du paragraphe 6 de son dispositif.

31. M. MASHINGAIDZE (Zimbabwe) [*interprétation de l'anglais*] : Faire pour la première fois une déclaration officielle au Conseil au début du mois et d'une nouvelle année comporte bon nombre de responsabilités et de devoirs spéciaux. Qu'il me soit permis de m'en acquitter avant de parler de la question à l'examen. Heureusement, il s'agit de devoirs et de responsabilités agréables.

32. Tout d'abord, au nom de la délégation du Zimbabwe, j'ai le plaisir, Monsieur le Président, de vous présenter, ainsi qu'à votre grand pays et à votre peuple, mes félicitations les plus chaleureuses et les plus fraternelles à l'occasion de votre accession à la présidence pour le premier mois de l'année 1984. Des événements tragiques et malheureux étant à l'origine de la présente réunion du Conseil, il n'est donc pas question de se livrer à la célébration et aux réjouissances. Pourtant, deux éléments nous poussent à être un peu plus optimistes. En premier lieu, le début de l'année et son atmosphère de joie nous font augurer d'un avenir meilleur. En deuxième lieu, votre présence à ce poste élevé du Conseil est, en soi, une source de bonheur, d'orgueil et de satisfaction. Nos deux grands pays et nos peuples, unis par une lutte commune menée pour la liberté, la paix et la justice réelles, ont les relations les meilleures depuis le triomphe de nos révolutions en 1979 et 1980, respectivement. Les expériences

éprouvantes de votre pays héroïque ces quatre dernières années, à la merci d'éléments hostiles qui souhaitent renverser le gouvernement révolutionnaire sandiniste, font de vous un candidat parfaitement qualifié pour présider le Conseil au moment où il examine l'agression de l'Afrique du Sud raciste contre l'Angola. En effet, venant du Nicaragua, vous comprenez mieux le cauchemar que représentent pour les Angolais les activités brutales des forces racistes d'occupation. Nous sommes donc persuadés que vous dirigerez nos débats d'une façon juste et équitable.

33. J'ai le deuxième devoir agréable de rendre un hommage bien mérité à votre prédécesseur, M. van der Stoep, le représentant des Pays-Bas, pour l'excellente façon dont il a présidé le Conseil en décembre. Nous le félicitons chaleureusement et sincèrement.

34. Nous avons pour troisième devoir tout aussi agréable de souhaiter chaleureusement la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil — l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, le Pérou et la République socialiste soviétique d'Ukraine. Nous les félicitons de leur élection au Conseil et nous tenons à les assurer que nous nous réjouissons de travailler et de coopérer avec eux au Conseil pendant les 12 mois à venir.

35. Enfin, nous nous associons à ceux qui ont déjà rendu hommage aux représentants et aux délégations du Guyana, de la Jordanie, de la Pologne, du Togo et du Zaïre pour l'excellence de leur contribution aux travaux du Conseil pendant leur mandat. Nous leur sommes tous extrêmement reconnaissants.

36. J'en viens maintenant à la question dont le Conseil est saisi. Pour la deuxième fois en 15 jours le Gouvernement et le peuple angolais ont dû venir au Conseil en quête d'une solution à la situation tragique que connaît leur pays. L'agression flagrante de Pretoria, l'intimidation et le chantage contre l'Angola non seulement se poursuivent depuis notre dernière réunion, mais se sont intensifiés et constituent à l'heure actuelle une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Le Conseil, qui a pour responsabilité primordiale de maintenir la paix et la sécurité internationales, doit assumer ses responsabilités pour éviter le désastre auquel nous assisterons forcément si l'on n'empêche pas le régime d'*apartheid* de Pretoria de se moquer des résolutions du Conseil, des buts et des principes de la Charte des Nations Unies et du droit international.

37. L'Angola est un Membre souverain de l'Organisation des Nations Unies et son gouvernement a une foi et une confiance profondes en l'Organisation, tout particulièrement en le Conseil de sécurité en tant qu'instrument chargé du règlement pacifique des différends. Cette foi et cette confiance sont prouvées clairement par le fait qu'en dépit de déceptions continues face à l'inaptitude du

Conseil à faire appliquer ses décisions et résolutions par l'Afrique du Sud, l'Angola continue de s'adresser au Conseil pour obtenir réparation. Depuis mars 1976, le Conseil s'est réuni sept fois pour examiner des actes d'agression non provoqués de l'Afrique du Sud contre l'Angola. La présente réunion est la huitième et pourtant Pretoria s'obstine à mépriser les exigences du Conseil.

38. L'Afrique du Sud prétend que son agression non provoquée contre l'Angola et son occupation militaire continue du sud de ce pays ont pour but de protéger le peuple namibien des combattants de la liberté de la SWAPO. Cette prétendue justification a déjà été réfutée par le Conseil dans plusieurs résolutions, la dernière étant la résolution 545 (1983) dans laquelle non seulement il a réfuté cette prétention mais a aussi condamné l'agression du régime d'*apartheid* contre l'Angola et son occupation continue de parties du territoire angolais en tant que violation flagrante du droit international ainsi que de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola. Dans la résolution en question, le Conseil a également exigé que l'Afrique du Sud retire sans condition toutes ses forces d'occupation de l'Angola, cesse toutes violations contre cet Etat et respecte désormais scrupuleusement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Angola.

39. Etant donné que le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud, non content de répondre par le mépris à ces justes exigences du Conseil, a aussi énormément intensifié sa campagne d'agression contre l'Angola, il est impératif que le Conseil réagisse en conséquence. Le Conseil doit envoyer à Pretoria un message unanime, retentissant et sans ambiguïté.

40. Les délégations de l'Angola, de l'Egypte, de la Haute-Volta, de l'Inde, de Malte, du Mozambique, du Nicaragua, du Nigéria, du Pakistan, du Pérou, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe ont présenté au Conseil pour examen le projet de résolution qui fait l'objet du document S/16247/Rev.1, en date du 6 janvier 1984. Le Conseil, dans ce projet, condamne énergiquement l'Afrique du Sud pour avoir repris et intensifié sans provocation et avec préméditation le bombardement de certaines parties du territoire de l'Angola et pour avoir continué à les occuper, ce qui constitue une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays et compromet gravement la paix et la sécurité internationales. Le Conseil exige que l'Afrique du Sud mette immédiatement fin à tout bombardement et à tous autres actes d'agression et retire sur le champ et sans condition toutes ses forces armées qui occupent le territoire angolais et s'engage à respecter scrupuleusement la souveraineté, l'espace aérien, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Angola. Au cas où cette exigence et les autres exigences contenues dans le projet de résolution seraient ignorées par l'Afrique du Sud, le Conseil décide-

rait de se réunir à nouveau afin d'envisager l'adoption de mesures plus efficaces conformément au Chapitre VII de la Charte.

41. Enfin, au nom de tous les auteurs du projet de résolution, qu'il me soit permis d'exprimer ma reconnaissance à tous les membres du Conseil pour leur coopération et leur participation à l'élaboration de ce projet de résolution que nous recommandons vivement à tous les membres du Conseil.

42. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du NICARAGUA.

43. Qu'il me soit permis, au nom de la délégation du Nicaragua, de souhaiter à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies en général et aux membres du Conseil de sécurité en particulier une année 1984 couronnée de succès dans leur lutte permanente pour édifier la paix dans ce monde troublé. Le Nicaragua pense qu'un climat de tranquillité, de détente et de respect mutuel est un élément indispensable et urgent pour la réalisation des objectifs les plus nobles du genre humain. Nous formulons des vœux pour que les puissants consacrent leurs efforts et leurs ressources à l'édification d'un monde plus juste et plus équilibré pour que l'on mette fin au danger de la course aux armements qui, à plusieurs reprises, a placé l'humanité tout entière au bord de l'anéantissement.

44. Je voudrais aussi souhaiter une bienvenue très fraternelle aux nouveaux membres du Conseil : l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, le Pérou et la République socialiste soviétique d'Ukraine. Nous leur offrons d'ores et déjà notre humble collaboration, étant convaincus qu'ils apporteront une contribution précieuse aux travaux du Conseil. Nous nous devons aussi d'exprimer notre gratitude aux membres sortants — le Guyana, la Jordanie, la Pologne, le Togo et le Zaïre — avec lesquels nous avons eu le privilège de travailler d'une manière intense et dont les efforts ont marqué les travaux du Conseil au cours des deux dernières années.

45. Enfin, nous tenons à féliciter M. Max van der Stoep, le représentant des Pays-Bas, qui, comme nous l'avions espéré, a assumé sa tâche de président d'une façon compétente et brillante pendant le dernier mois de l'année 1983; c'est un exemple récent qui facilitera notre tâche.

46. Une fois de plus, nous examinons la situation créée en Angola par l'occupation illégale et continue du territoire de ce pays par les forces armées sud-africaines et par l'escalade alarmante de l'agression militaire perpétrée contre ce pays frère par la machine de guerre de Pretoria au cours des dernières semaines.

47. Il s'est passé 21 jours et l'encre que le Ministre des affaires étrangères et de l'information de l'Afrique du Sud a utilisée pour écrire la lettre dans laquelle il proposait le dégagement des forces militaires sud-africaines qui opèrent en Angola n'est pas encore sèche. Il est évident que ceux qui estimaient que cette offre n'était qu'une manœuvre maladroite visant à influencer le débat qui devait avoir lieu ces jours-ci sur cette question n'avaient comme objectif essentiel que de donner à un membre permanent du Conseil le prétexte nécessaire pour ne pas appuyer une action ou une résolution du Conseil à cet égard étaient dans le vrai. Personne ne peut croire honnêtement dans la sincérité du Gouvernement sud-africain qui, pendant plus de 15 ans, s'est moqué de la communauté internationale et a violé la volonté universelle.

48. Les autorités du régime raciste d'Afrique du Sud ont dit que leur offensive militaire la plus récente et la plus féroce était destinée à empêcher et à éviter à l'avenir d'éventuelles attaques que la SWAPO, selon Pretoria, se préparait à lancer en Namibie à partir du territoire angolais. Invoquant de faux arguments et de mauvais prétextes, les forces d'invasion sud-africaines ont pénétré en territoire angolais sur une distance de 200 kilomètres au nord la frontière entre l'Angola et la Namibie.

49. La vérité est absolument différente. Les forces contre-révolutionnaires — financées, encouragées et entraînées par les racistes mêmes et par leurs alliés — ont connu des revers successifs que leur ont infligés les forces angolaises. Les groupes contre-révolutionnaires ont échoué dans leur tentative visant à contrôler les provinces centrales et septentrionales du pays et des débâcles successives leur ont été infligées. La dernière offensive de Pretoria visait à donner un nouvel appui et un nouveau soutien aux groupes contre-révolutionnaires qui se trouvent devant le danger de neutralisation totale à la suite de la contre-offensive couronnée de succès du Gouvernement angolais. A l'heure actuelle, en Afrique et dans le reste du monde, on sait fort bien que le commandement de la contre-révolution angolaise n'a pas son siège en Angola mais en Afrique du Sud et que ses opérations dépendent, sur les plans militaire et matériel, de Pretoria et des services de renseignement d'une grande puissance.

50. Par une curieuse coïncidence, inspirée de toute évidence par les mêmes raisons et la même origine, les mesures de la contre-révolution nicaraguayenne trouvent un refuge et un approvisionnement sûrs dans les pays qui ont été transformés en quartiers généraux de l'agression contre notre pays. L'agression récente de l'Afrique du Sud, qui fait partie de sa politique générale de déstabilisation des pays voisins, est la réponse donnée à ceux qui, délibérément, se sont laissés leurrer par les manœuvres de diversion de l'Afrique du Sud et qui les ont utilisées pour défendre les racistes pendant le débat qui s'est terminé en décembre 1983.

51. L'Angola, dans l'exercice de son droit et pour une raison pleinement justifiée, a recours une nouvelle fois à cet organe dans lequel il a toujours eu pleinement confiance et où il a placé de nombreux espoirs, bien que le Conseil, en réalité, n'ait pas été à la hauteur de ses responsabilités. L'Angola mérite l'appui de cet organe suprême chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le peuple angolais héroïque, travailleur et épris de paix doit bénéficier de tout notre appui et de toute notre solidarité face à cette agression continue qui l'épuise et en fait la victime de choix du fléau raciste qui envenime l'Afrique australe et exaspère et défie l'humanité tout entière, s'abritant derrière le fameux "engagement constructif".

52. Dans des situations comme celle-ci, le Conseil doit agir avec fermeté. Son incapacité de trouver des solutions à des conflits où la raison et la justice sont clairement définies affecte sans aucun doute sa crédibilité et son prestige mais, pis encore, compromet la paix et la sécurité. Nous ne pouvons méconnaître que cet organe constitue la dernière instance internationale à laquelle peuvent avoir recours les Etats qui cherchent des solutions pour des situations identiques à celle devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui parce que l'absence de solution conduit à la frustration et justifie d'autres moyens auxquels les peuples se voient inévitablement obligés de recourir. Il faut arrêter l'Afrique du Sud, mettre fin à l'odieux régime d'*apartheid* et à la répugnante politique néo-colonialiste et expansionniste. Des peuples entiers en sont victimes quotidiennement. Nous devons mettre fin à ses crimes sinon nous courons le risque de partager avec d'autres le verdict de complicité que l'histoire rendra sans aucun doute.

53. Le retrait immédiat et inconditionnel des troupes d'invasion sud-africaines du territoire angolais, la reconnaissance du droit de la République sœur d'Angola à un juste dédommagement pour la dévastation barbare provoquée par l'occupation, la condamnation claire et sans équivoque de l'Afrique du Sud pour son mépris de tout principe ou norme du droit international sont des éléments qui figurent dans le projet de résolution révisé dont le Conseil est saisi et qui devront bénéficier de l'appui de tous les membres. Notre position est claire et nette : nous sommes avec l'Angola, nous sommes pour l'application des résolutions du Conseil; nous sommes pour le respect du droit international, pour la conscience internationale; nous sommes pour l'histoire et contre ceux qui prétendent inutilement replacer l'histoire dans un passé d'esclavage et d'ignominie par le pillage, le meurtre et la répression.

54. Je reprends mes fonctions de PRÉSIDENT.

55. Je pense que le Conseil est prêt maintenant à procéder au vote sur le projet de résolution révisé présenté par l'Angola, l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, Malte, le Mozambique, le Nicaragua, le Nigéria, le Pakistan, le

Pérou, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, qui fait l'objet du document S/16247/Rev.1. A moins qu'une délégation ne souhaite expliquer son vote avant le vote, je vais mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à la main levée.

Votent pour : Chine, Egypte, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté [résolution 546 (1984)].

56. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne à présent la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

57. M. MARGETSON (Royaume-Uni) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, m'associer à ceux qui vous ont félicité pour votre élection à la présidence et qui ont rendu hommage au représentant des Pays-Bas pour la façon magistrale dont il a présidé le Conseil le mois dernier.

58. J'aimerais par ailleurs féliciter les nouveaux membres du Conseil : l'Egypte, la Haute-Volta, l'Inde, le Pérou et la République socialiste soviétique d'Ukraine et leur souhaiter une très chaleureuse bienvenue. Qu'il me soit permis de souhaiter une bienvenue toute particulière à un membre du Commonwealth, l'Inde. Enfin, je voudrais remercier les membres sortants du Conseil avec lesquels nous avons eu grand plaisir à travailler en 1983.

59. Ma délégation s'est abstenue lors du vote et je voudrais saisir cette occasion pour expliquer les raisons qui nous y ont poussés.

60. Le 20 décembre 1983, le Conseil a adopté une résolution à propos de la question de la présence militaire de l'Afrique du Sud en Angola [résolution 545 (1983)]. Depuis lors, d'importants événements sont survenus. L'Afrique du Sud semble n'avoir pas tenu le moindre compte de cette résolution et a poursuivi son offensive militaire contre l'Angola, causant des pertes en vies humaines.

61. Voilà qui a amené une fois de plus le Conseil à condamner l'Afrique du Sud et à rédiger une résolution dont les termes sont bien plus forts que ceux employés dans

la résolution 545 (1983). Nous nous associons aux membres du Conseil pour condamner les actes militaires sud-africains en Angola, lesquels sont une violation flagrante du droit international, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola. Nous déplorons profondément les pertes en vies humaines. Nous sommes convaincus que le retrait des troupes sud-africaines, de toutes les troupes étrangères en fait, d'Angola multiplierait les chances de paix dans la région. Il n'empêche que mon pays ne peut accepter le langage extrême dans lequel la résolution est rédigée. Même si nous comprenons et partageons les sentiments qui ont suscité l'emploi de pareil langage, nous doutons sérieusement qu'il serve le moindre objectif utile. Mon gouvernement aurait préféré une réaffirmation solennelle de la position adoptée le mois dernier par le Conseil. Il n'aurait alors pas hésité à s'associer aux autres membres du Conseil en votant pour.

62. J'en viens maintenant aux progrès réalisés dans le domaine diplomatique et auxquels la résolution qui vient d'être adoptée ne fait même pas allusion. Il y a eu une réponse à l'offre sud-africaine faite le mois dernier [voir S/16219, annexe I]. Dans sa lettre du 31 décembre 1983 adressée au Secrétaire général [S/16245], le président dos Santos a dit que si certaines conditions importantes étaient réunies, dont le retrait des forces militaires sud-africaines d'Angola, il n'aurait pas d'objections à l'instauration d'une trêve de 30 jours à compter du 31 janvier 1984. Le Secrétaire général a reçu pour mandat du Conseil de procéder aux consultations nécessaires pour donner suite à cette offre. Cinq membres du Conseil, les représentants de l'Inde, du Pakistan, de Malte, de la France et des Pays-Bas ont fait allusion à cette évolution de la situation qui semble renfermer quelques promesses de progrès. J'aurais aimé que davantage d'orateurs saisissent l'importance de cet élément positif dans une situation aussi sombre.

63. Nous avons été confrontés à une résolution rédigée en termes extrêmes — dont les auteurs n'étaient pas disposés à y apporter autre chose que des changements mineurs — qui ne pouvaient répondre aux préoccupations d'autres membres du Conseil. Par exemple, ma délégation ne saurait accepter et n'accepte pas l'allusion à l'Article 39 de la Charte des Nations Unies qui subsiste dans le dernier alinéa du préambule et au paragraphe 5. Nous ne pouvons non plus appuyer le paragraphe 6 qui pourrait être pris pour une invitation à élargir le conflit et à exacerber les problèmes inhérents à la recherche de la paix dans la région. Nos réserves à cet égard sont les mêmes que celles exprimées le 20 décembre dernier [2508^e séance] à propos de la résolution 545 (1983). D'autres parties de la résolution sont également inacceptables quant au fond, comme le troisième alinéa du préambule et le paragraphe 8, ou ne sont guère pertinents. Nous estimons qu'une résolution qui contient de tels éléments risque d'entraîner le Conseil dans une autre impasse. Je crois que le Conseil ferait mieux de consacrer son énergie à discerner où se trouve la voie du

progrès et d'utiliser son pouvoir et sa sagesse pour encourager les parties à suivre cette voie le plus rapidement possible.

lisation du processus de paix... dans la région." [Ibid., par. 61 et 62.]

64. M. LICHENSTEIN (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre accession au poste élevé de président pour ce mois. Nous sommes convaincus que vous vous acquitterez de vos fonctions avec un véritable professionnalisme, comme celui dont a fait preuve votre prédécesseur, le représentant des Pays-Bas. J'aimerais ajouter à cet égard que, compte tenu de l'histoire de l'île sur laquelle nous nous trouvons aujourd'hui et du fait que ses ancêtres, quelle qu'ait été alors la valeur du dollar, ont su habilement l'acquérir pour 24 dollars seulement, nous ne pouvions attendre moins de M. van der Stoep.

65. En ce début d'année, il est de mise également de souhaiter la bienvenue et de dire adieu. Les Etats-Unis souhaitent la bienvenue à leurs cinq nouveaux collègues. Ils disent adieu, avec une certaine tristesse, aux cinq collègues avec lesquels ils ont participé aux travaux du Conseil pendant ces deux dernières années. Poursuivant ma métaphore, je dirai aux cinq nouveaux membres : "vous avez de très importants sièges à remplir".

66. Les hostilités actuelles dans le sud de l'Angola soulignent l'importance d'amener la paix dans cette région. Mon gouvernement a toujours demandé instamment aux parties de faire preuve de modération. Nous estimons que les moyens diplomatiques, plutôt que militaires, représentent la seule voie acceptable pour atteindre notre objectif commun. Les remarques faites par Mme Kirkpatrick le 20 décembre 1983, lorsque le Conseil a examiné la plainte de l'Angola pour la dernière fois restent valables. En fait, depuis lors, les événements n'ont fait que souligner la validité de cette déclaration, que je me permets de citer :

"La position de mon gouvernement... est claire. Nous sommes profondément préoccupés devant l'escalade de la violence en Afrique australe. Nous sommes particulièrement inquiets devant les actes de violence qui sont commis par-delà les frontières. Nous avons demandé instamment et nous continuerons de demander instamment la modération dans les opérations militaires et le respect des frontières nationales. Nous ne croyons pas qu'il existe une solution militaire au conflit en Afrique australe.

"La politique des Etats-Unis se fonde sur l'idée qu'un règlement négocié est possible et crucial. Les actes de violence par-delà les frontières ne doivent pas être tolérés, qu'il s'agisse d'attaques terroristes par des organisations basées à l'extérieur ou de violations de l'intégrité territoriale de l'Angola par des forces sud-africaines, car ces actes... ne contribuent pas à la réa-

67. Permettez-moi d'insister sur le fait que nous sommes profondément inquiets devant cette violence en Afrique australe et que nous déplorons en particulier tous les actes de violence commis par-delà les frontières. Il n'existe pas de solutions militaires aux problèmes de la région. Les solutions négociées sont à la fois possibles et essentielles. Les Etats-Unis cherchent à promouvoir des conditions de paix, de sécurité et de prospérité dans la région. Nous voulons que cessent toutes les interventions étrangères. Nous voulons l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 (1978). Nous n'avons pas d'ordre du jour caché; nous n'avons pas de désir de gains nationaux.

68. Dans notre déclaration du 20 décembre, nous nous sommes félicités de ce que l'Afrique du Sud se soit engagée, le 15 décembre, à commencer le 31 janvier 1984 le dégagement de ses forces d'Angola pour une durée initiale de 30 jours [voir S/16219, annexe I]. Nous avons dit que cela représentait un progrès important et qu'il s'agissait d'une première mesure encourageante.

69. A cet égard, la lettre du président de l'Angola, M. dos Santos, dont nous sommes saisis [S/16245], représente aussi un progrès dont nous nous félicitons et pourrait constituer une mesure supplémentaire importante en vue du relâchement de la tension dans la région. L'offre de l'Afrique du Sud et son acceptation par l'Angola offrent une base encourageante qui devrait permettre un dégagement des forces et un cessez-le-feu. Nous espérons qu'une fois entamé ce processus se poursuivra bien au-delà de la période initiale de 30 jours.

70. Par contraste avec ces progrès encourageants sur la voie de la paix, bien des déclarations de ces deux derniers jours ont été uniquement centrées sur des récriminations et des condamnations et ont passé sous silence ces derniers progrès prometteurs. Nous sommes obligés d'en conclure que certaines parties éloignées du conflit, celles qui semblent chercher des solutions par la force, souhaitent augmenter la violence, favoriser l'instabilité, même si c'est inévitablement au prix de sang africain.

71. Nous déplorons les activités militaires sud-africaines en Angola aujourd'hui. De tels actes et toute escalade des hostilités non seulement mettent en danger les perspectives d'un règlement mais empoisonnent les relations de l'Afrique du Sud avec ses voisins et, en fait, avec la communauté internationale. Nous avons instamment prié l'Afrique du Sud de faire preuve de modération. Nous nous attendons à ce qu'elle le fasse. Une fois encore, nous demandons à l'Afrique du Sud de s'abstenir de ces attaques. Une fois encore, nous prions instamment toutes les

parties de faire preuve de la plus grande modération et de saisir cette occasion de paix qui nous est donnée.

72. Comme je l'ai dit, la résolution qui vient d'être adoptée portait surtout, selon nous, sur la polémique, le conflit, la récrimination et la condamnation au lieu de rechercher et d'exploiter toutes les possibilités de réconciliation pacifique.

73. Pour toutes ces raisons, nous nous sommes abstenus lors du vote.

74. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Le représentant de l'Angola a demandé la parole. Je l'invite à faire sa déclaration.

75. M. de FIGUEIREDO (Angola) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, au nom de mon gouvernement, permettez-moi de vous exprimer notre reconnaissance pour la compétence avec laquelle vous avez examiné la plainte de l'Angola face à une nouvelle agression de mon pays par l'Afrique du Sud. Le peuple angolais éprouve les sentiments les plus fraternels à l'égard du peuple nicaraguayen en butte actuellement à des menaces provenant de la même source.

76. Je remercie également tous ceux qui, une fois encore, ont pris la parole pour appuyer la position adoptée par le Gouvernement angolais, tous ceux qui, parmi nos amis non alignés, ont parrainé le projet de résolution révisé qui vient d'être adopté et ceux qui ont voté pour.

77. Après toutes ces années, après tant d'affrontements dûs à l'intransigeance, à la duplicité et à l'hypocrisie du régime sud-africain, je dois confesser que j'ai tout de même été stupéfait d'entendre le représentant du régime raciste déformer la vérité et la réalité de façon aussi flagrante, posée et éhontée.

78. Le régime raciste n'admet que ce qu'il appelle des opérations de sécurité contre les combattants de la liberté de la SWAPO et prétend qu'aucun différend ne l'oppose à l'Angola en tant que tel. Les faits sont bien différents.

79. Qu'en est-il des invasions sud-africaines de l'Angola en 1975, juste avant notre indépendance, pendant notre accession à l'indépendance et après l'indépendance ?

80. Qu'en est-il des fantoches appuyés par l'Afrique du Sud en Angola avant et après notre accession à l'indépendance ? Qu'en est-il de l'assistance massive continue que fournit l'Afrique du Sud à ces bandits ? Sans les retraites que représentent leurs bases en Namibie, sans les opérations de secours du régime raciste, ces bandits auraient été éliminés depuis longtemps.

81. Qu'en est-il des attaques de l'Afrique du Sud contre d'autres Etats souverains d'Afrique australe ?

82. Le régime raciste donne la preuve de son hypocrisie quand il vient nous dire au Conseil qu'il n'a pour objectif unique que de protéger les habitants de la Namibie. Ainsi, les habitants de la Namibie auraient besoin de la protection de l'Afrique du Sud !

83. C'est avec la plus grande stupéfaction que j'ai entendu le représentant du régime raciste mentionner l'"impudence" de l'Angola qui se plaint d'agression armée. Depuis quand, pour une victime de l'agression, est-ce faire preuve d'impudence que de présenter son cas au Conseil en lui demandant justice ? Depuis quand est-ce faire preuve d'impudence que d'en appeler à la justice, à la paix, à la sécurité ?

84. Le représentant du régime raciste a également nié que les forces armées racistes se soient livrées à des atrocités contre la population civile d'Angola. Or nous avons des documents remontant à 1976 qui prouvent le contraire.

85. La seule idéologie complètement étrangère à l'Afrique est celle de l'*apartheid*, amenée en Afrique australe par le régime minoritaire de Pretoria, idéologie que ce régime a perpétuée, institutionnalisée, constitutionnalisée et exportée au-delà des frontières de l'Afrique du Sud. C'est l'*apartheid* qui constitue bel et bien une menace à la paix et à la sécurité de notre région et qui aboutit à des conséquences désastreuses parce que les peuples d'Afrique australe refusent de succomber à la tyrannie que leur impose le régime minoritaire avec l'assistance de ses amis impérialistes. La communauté internationale ne se laissera pas induire en erreur par cette tentative raciste claire et pathétique de nous duper et de nous jeter de la poudre aux yeux.

86. Enfin, je voudrais réaffirmer catégoriquement que l'Angola n'a jamais refusé de rencontrer même ses ennemis déclarés pour les écouter, discuter et négocier. Nous n'avons jamais rejeté aucune offre véritable susceptible d'instaurer la paix en Afrique australe. En fait, le Gouvernement et les dirigeants angolais ont souvent pris les initiatives nécessaires pour sortir d'impasses. Tous les gouvernements et peuples d'Afrique australe devront respecter les conditions nécessaires à la paix : le régime raciste n'y échappe pas, comme semblait vouloir le faire croire, il y a deux jours, le représentant de l'Afrique du Sud.

87. L'offre du Gouvernement angolais contenue dans la lettre adressée le 31 décembre 1983 par le Président de mon pays au Secrétaire général [*ibid.*] est toujours valable.

88. La lutte continue ! La victoire est assurée !

89. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Le Conseil de sécurité en a ainsi terminé avec l'étape actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 15.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تعمل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу : Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
